

5ᵉ circonscription de Paris

Ligue communiste révolutionnaire

Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs



Sophie Petersen

Maxime Gotesman

Vingt ans, ça suffit !

Il a eu le coup d'Etat gaulliste de Mai 1958. Puis il y a eu le grand espoir de mai 1968 où nous scandions déjà « dix ans ça suffit ». Alors vingt années sous la coupe des Giscard, Chirac, Barre et compagnie cela suffit amplement, car nous savons ce que cela veut dire :

— Le pouvoir d'achat qui diminue (il a baissé de 3 % en 1977, de 5 % dans la Fonction publique) pendant que les conditions de travail empirent, que les cadences augmentent et que s'allonge la durée de travail et le temps de transport dans la région parisienne.

— La hantise des licenciements, le cauchemar du chômage, la recherche épuisante d'un emploi introuvable. Malgré tout tous les trucages gouvernementaux, il y a toujours 110 000 chômeurs à Paris.

— Les femmes opprimées, confinées dans les travaux ménagers, souvent considérées comme de simples objets sexuels, victimes de toutes les discriminations jusque dans le travail. Aujourd'hui, il y a déjà 45 % de femmes parmi les chômeurs parisiens. Mais combien d'autres voudraient trouver du travail, n'en cherchant même pas, persuadées à l'avance qu'elles n'en trouveront pas.

— Les jeunes, étouffés à l'école, à l'usine, à l'armée, écœurés par cette société inhumaine, condamnés à la course au fric ou à la marginalité désespérante.

— Les immigrés, déportés, surexploités, en butte au racisme, expulsés.

— Les soldats, encasernés, et conditionnés, bâillonnés et réprimés.

— Les vieux, oubliés et isolés, même si les politiciens n'oublient pas le temps d'une campagne électorale de les cajoler.

Voila le bilan de la droite au pouvoir, ce qu'ils osent appeler « le bon choix ». Alors, en reprendre pour cinq ans, non merci !

Il faut les chasser. C'est pourquoi, au second tour, vous reporterez vos voix sur le candidat du parti ouvrier le mieux placé, qu'il soit du PC ou du PS.

La solution pour que ça change, est-ce que c'est de faire confiance au PCF et au PS ?

Le PC et le PS n'ont pas de mots assez durs l'un pour l'autre. Tout à leur querelle, ils apparaissent même prêts à laisser de nouveau passer la droite, enfermés qu'ils sont dans leurs petits intérêts de boutique. Pourtant, sur un grand nombre de points essentiels, ils sont d'accord :

— d'accord pour ménager Giscard et le garder comme président ;

— d'accord pour conserver la Constitution de 1958, qui donne pourtant d'immenses pouvoirs au président pour s'opposer à tous les changements ;

— d'accord pour flirter avec des groupuscules bourgeois, hostiles aux intérêts des travailleurs, que ce soient les Radicaux de gauche ou les Gaullistes d'opposition ;

— d'accord pour rassurer les patrons, limiter les nationalisations, indemniser grassement les actionnaires ;

— d'accord pour faire le silence sur les revendications ouvrières les plus urgentes :

l'échelle mobile qui garantirait notre pouvoir d'achat ;

la réduction massive du temps de travail, les 35 heures tout de suite, qui nous donnerait un peu le temps pour vivre ;

le droit de veto accordé aux travailleurs sur les licenciements pour que nous ne soyons plus des pions que les patrons déplacent ou sacrifient sur le marché du travail

C'est pourquoi vous vous refuserez à donner un chèque en blanc à Marchais ou à Mitterrand, parce que vous savez qu'ils viendront demain vous demander de renoncer à vos revendications, au nom du réalisme ou de « l'intérêt national ».

C'est pourquoi, plus que jamais, le vote au premier tour pour les révolutionnaires sera un vote utile.

En votant au premier tour pour les candidats « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », vous direz au PC et au PS :

— oui, nous voulons battre la droite ;

— oui, vous devez former ensemble un gouvernement qui rompe avec Giscard qui satisfasse nos revendications.

Mais vous leur direz aussi que vous vous refusez, demain, à supporter de nouveau l'austérité, fut-elle de gauche. Que vous n'êtes pas prêts à renoncer à vos revendications. Qu'il faudra compter demain avec vous, vos exigences, votre vigilance, votre mobilisation.

Changer la vie, la changer vraiment...

Ni Mitterrand, ni Marchais ne veulent changer la société, changer la vie. Les aménagements qu'ils proposent restent dans le cadre d'une économie régie par la loi du profit, avec à la clé le gaspillage et la crise. Nous, nous disons, au contraire : pour sortir de la crise, il faut justement rompre avec ce système-là, il faut le socialisme, un socialisme qui n'a évidemment rien à voir avec les expériences des amis de Mitterrand, en Angleterre ou en Allemagne de l'Ouest, pas plus qu'avec ce que sont devenues l'URSS ou l'Allemagne de l'Est. Car :

— comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs, si la production n'est pas planifiée par eux-mêmes en fonction de leur besoins ;

— s'ils n'ont pas un droit de veto sur les licenciements, les cadences, l'hygiène, la sécurité et s'ils n'ont pas un droit de contrôle sur l'environnement, l'urbanisme et la santé ?

Comment la vie peut-elle changer pour les femmes si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière de salaires, d'emploi, de formation, si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité, si l'avortement n'est pas libre et gratuit, si le droit à disposer librement de leur corps n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les soldats si le service militaire n'est pas réduit à six mois, si les transports ne sont pas gratuits, s'ils n'ont pas de droits démocratiques, en particulier le droit d'organisation syndicale.

Comment la vie peut-elle changer pour les jeunes si la formation n'est pas gratuite et unique jusqu'à 18 ans pour toutes et pour tous, si leur indépendance matérielle n'est pas assurée et si leurs droits à des activités sociales et culturelles autonomes n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les minorités nationales (corse, bretonne, occitane, alsacienne, basque...) si elles n'ont pas le droit effectif de vivre et travailler au pays, d'élire leurs représentants et parler leur langue ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques sans restriction que les travailleurs français ?

Quel changement pour les populations des TOM-DOM si leur droit à l'autodétermination n'est pas reconnu ?

Quel changement si est conservée la force de frappe, poursuivi le programme nucléaire de l'actuel gouvernement ?

Tout cela est possible. Mais un bulletin de vote ne suffira pas pour changer la vie.

C'est de vous, de votre détermination, de votre mobilisation, de la capacité de chaque travailleur et travailleuse à s'organiser pour défendre ses revendications et imposer son contrôle que tout dépendra demain.

En votant le 12 mars pour
Sophie Petersen
Assistante
et Maxime Gotesman
Fonctionnaire

vous direz :
Dehors Giscard, Chirac et Barre !
Non à toute austérité, de droite ou de gauche !

Vous voterez :
Pour les solutions ouvrières à la crise.
Pour l'unité des travailleurs.
Pour l'autogestion socialiste.

Vu, la candidate



Imprimerie Rotographie